



Fédération
des acteurs de
la solidarité

Communiqué de presse

Budget 2023 : le gouvernement et le parlement ne peuvent pas oublier la lutte contre la pauvreté

Paris, 27 septembre 2022 -

En l'état du projet de loi de finances pour 2023 qu'il vient de présenter, le gouvernement s'apprête à diminuer le budget de l'hébergement d'urgence, alors même que les ambitions pour le logement ne semblent pas encore à la hauteur des besoins.

Les crédits (CP) « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » présentent une hausse apparente de 100 millions d'euros qui cache un recul puisqu'elle ne correspond pas même aux 148 millions d'euros nécessaires pour le « Ségur Social » pour certains intervenants sociaux. Ces moyens sont donc en baisse.

Elle résulte notamment de la réduction du nombre des places d'hébergement d'urgence, alors même que les associations adhérentes à la FAS constatent une augmentation importante des demandes pour des personnes vivant à la rue ou en habitats précaires. Les 115 (SIAO) de son réseau ont comptabilisé 6 351 personnes en demandes d'hébergement non pourvues (DNP) pour la journée du lundi 19 septembre faute de places. Lors de la rentrée scolaire, la Fédération alertait aux côtés de l'Unicef sur la situation des 1 600 enfants qui dorment dehors ou dans des abris de fortune. Depuis ce sont 2 087 enfants soit encore une augmentation de plus de 30% en 3 semaines.

Au moment même où les capacités d'action des structures et associations subissent le choc de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, aucune mesure correctrice anticipée ne semble donc prise pour tenir compte de l'inflation, au contraire de la plupart des autres dépenses du budget de l'Etat.

Par ailleurs ce budget ne comporte aucun moyen supplémentaire en faveur de nombreux professionnels ou secteurs oubliés du Ségur Social (écoutants 115 et SIAO notamment) ainsi que les récentes annonces sur l'augmentation de la valeur du point de l'indice conventionnel dans un contexte d'une profonde crise de recrutement qui touche les métiers du social. Il porte ainsi atteinte à la capacité du pays à faire face aux nombreux défis sociaux, y compris pour accompagner le passage vers le travail de femmes et d'hommes dans des situations de pauvreté.

Au nom de la FAS et de ses adhérents, son Président, Pascal Brice, *"demande au gouvernement et au parlement de ne pas en revenir à une funeste gestion de l'hébergement au thermomètre dont l'abandon constitue un acquis du précédent quinquennat. La pauvreté est là. Elle ne disparaîtra pas du jour au lendemain fut-ce avec la perspective du plein-emploi, pas sans une mobilisation sans faille de tous, dont les associations et les intervenants sociaux qui doivent disposer de moyens à la hauteur des besoins et des enjeux dans le budget 2023."*

Contact presse :

Audrey-Jane Baldi - Responsable du service communication Fédération des acteurs de la solidarité - audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org 06.17.80.03.52

A propos de la Fédération des acteurs de la solidarité

La Fédération des acteurs de la solidarité est un réseau de plus de 900 acteurs, associations de solidarité et organismes, qui accueillent et accompagnent les personnes en situation de précarité. La Fédération lutte contre les exclusions, promeut l'accompagnement social global et favorise les échanges entre tous les acteurs du secteur social. Elle est composée d'un siège national et de 13 associations régionales en métropole et dans les DOM. La Fédération soutient ses adhérents, les forme et les conseille. Elle agit également auprès des pouvoirs publics pour promouvoir une société plus juste et plus solidaire. Elle participe enfin à des projets d'innovation sociale ; plusieurs sont reconnus dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, tels que les programmes Sève Emploi et Respirations. En savoir plus : www.federationsolidarite.org